

Même s'il n'en a jamais rien dit en public, Jospin n'a qu'une hantise : dans la perspective de la prochaine présidentielle – la seule qui, au fond, l'intéresse –, il craint que ce modèle toulousain ne se diffuse au niveau national. C'est là que se situe le paradoxe de l'aventure de François Simon, conçue et conduite par les rudes stratégies de la Gauche socialiste. Elle a montré à Jospin, malgré la défaite finale face à Douste-Blazy (45%), qu'il y avait peut-être une manière de réduire la fracture générationnelle et sociale qui menace l'équilibre de la gauche plurielle.

Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Il y a un peu plus d'un an, le Premier ministre a invité à déjeuner le groupe Zebda. Ce n'était pas seulement pour l'image. Il voulait surtout observer de visu la personnalité et les modes de raisonnement de jeunes gens dont il pressentait que la musique n'était pas la seule passion. Plus récemment, quelques semaines avant le scrutin des municipales, Jospin a retenu François Simon dans un salon de l'aéroport de Blagnac pour qu'il lui explique, dans le moindre détail, la vraie nature du phénomène des Motivé-e-s. Ce jour-là, le chef de file des socialistes toulousains a mis l'accent sur trois points essentiels. Le premier portait sur la ligne politique des Motivé-e-s. Simon a expliqué à Jospin qu'ils étaient moins porteurs d'un programme en bonne et due forme que d'un style et d'un ton. Il lui a dit que leur souci principal était celui du contrôle et de l'exercice d'une démocratie participative. Il lui a démontré enfin que le seul ciment de leur rassemblement était le refus instinctif de la mondialisation libérale et de ses conséquences sociales.

Puis Simon a raconté à Jospin la réalité humaine des Motivé-e-s. Avec le poids des Zebda, de leur association Tactikollectif et le rôle moteur joué en son sein par Magyd Cherfi et Salah Amokrane. L'un socialiste de gauche dans l'âme, un brin idéologue, étranger pourtant aux vieilles problématiques de l'extrême-gauche et porteur d'une vision laïque et intégratrice de la République. L'autre animé d'une ambition politique plus nettement affichée, un temps militant communiste tout comme ses parents et déjà tenté par l'aventure électorale à Toulouse en 1995, quand il figurait à la seconde place d'une liste conduite par l'écologiste Marie-Françoise Mendez, sur laquelle on trouvait le patron de la LCR locale, Frédéric Borras, ainsi que Magyd Cherfi. Petit monde !

Cette liste intitulée la Ville en mouvement avait frôlé la barre des 5%. Ce demi-échec, déjà à cette époque, avait nourri chez Salah Amokrane une méfiance à l'égard des organisations politiques, fussent-elles d'extrême-gauche. Celle-ci ne s'est pas démentie. La LCR l'a vérifié à ses dépens après une courte lune de miel avec les Zebda. Dans la campagne municipale de 2001, l'impact médiatique du groupe a donné à ce désir d'indépendance une force imparable. Quand les Motivé-e-s délibéraient dans d'interminables AG, ce sont les Zebda qui fournissaient la ligne mélodique et, avec leurs refrains, les slogans de campagne : « Douste, allez ouste ! »

Enfin – et c'est le troisième point développé par Simon devant Jospin – la dynamique de la campagne toulousaine et surtout la mise en résonance du projet de la liste PS et des thèmes

avancés par celle des Motivé-e-s étaient sensibles avant même le premier tour. Elles étaient le fruit d'une longue complicité militante entre des équipes qui ont cheminé depuis plus de dix ans, en parallèle, dans les mêmes luttes (sans-papiers, droit au logement, taxe Tobin). Sans elles, la fusion réalisée au lendemain du premier tour était inenvisageable. Un autre socialiste que François Simon, doté d'un profil plus classique que celui du médecin du quartier Saint-Cyprien, l'aurait tenté dans des conditions trop politiciennes pour que Salah Amokrane et Magyd Cherfi aient la moindre chance de la faire avaler à leurs amis de Motivé-e-s.

Jospin a pu vérifier dans les urnes que cette leçon de politique, sans doute trop audacieuse, n'était pas pour autant une simple construction intellectuelle. Jamais, depuis trente ans, la gauche ne s'est aussi bien tenue, à Toulouse, dans un scrutin municipal. Mais surtout, aux yeux du Premier ministre, la ligne Simon a montré qu'il était possible de sortir du face-à-face stérile entre un PS impuissant et une « gauche de la gauche » enfermée dans ses certitudes et ses refus. Les Motivé-e-s, au premier tour, ont marginalisé l'extrême-gauche et contenu la progression des Verts, partis à la bataille sur une liste autonome. Ils ont entraîné davantage la jeunesse étudiante du centre-ville que celle des quartiers. En ce sens, ils ont bouleversé l'équation toulousaine en replaçant le PS au cœur du système d'une gauche défaite mais remotivée.

La présidentielle et les législatives qui viendront dans la foulée – si tout se passe comme le

veut le Premier ministre – mettront bien sûr en œuvre d'autres forces et d'autres logiques. Chaque scrutin a ses lois propres. Et pourtant ! Jospin a pu vérifier à Toulouse que le problème politique posé par l'existence d'une opinion de gauche rétive aux charmes du PS n'est pas totalement insoluble. La solution se trouve dans un ajustement entre une demande sociale avide de transparence et d'authenticité et une offre politique suffisamment en phase avec ces aspirations diffuses. Elle passe aussi par la prise en

compte de réflexes hostiles à la mondialisation libérale, désormais solidement ancrés à gauche.

En 2002, José Bové serait le seul à pouvoir incarner ce refus. Mais il paraît décidé à reprendre le rôle-titre joué par Charles Piget, le leader des Lip, lors de la présidentielle de 1974 : celui d'un espoir

déçu. Ni Robert Hue pour le PC, ni Noël Mamère pour les Verts, ni Arlette Laguiller pour l'extrême-gauche ne sont aujourd'hui en mesure de suppléer cette défaillance annoncée. L'état-major d'Attac ne s'y est d'ailleurs pas trompé en mettant au point, samedi dernier, une stratégie fondée non pas sur la recherche d'un candidat idéal, mais sur l'interpellation de tous ceux qui porteront les couleurs de la gauche plurielle lors des échéances de l'année prochaine. C'est sans doute la chance de Jospin. A condition qu'il retrouve sa fraîcheur des origines. A condition aussi qu'il dénicher, dans l'année à venir, des mobilisateurs aussi ardents, aussi exigeants et, au final, aussi bienveillants que les Motivé-e-s de Toulouse.

FRANÇOIS BAZIN



Dousté-Blazy et Baudis

Gautier-AFP

PC : la chute finale

Son dernier trésor, c'était son réseau d'élus. Il est en voie de disparition

Elles sont tombées les unes après les autres. Les historiques et les plus récentes. Les villes qu'on croyait imprenables et celles qu'on pensait renouées. Les vieux fiefs comme les fraîches conquêtes. Sombre dimanche pour le PC. Après Montluçon, Drancy et les espoirs déçus de Béziers ou du Havre, au premier tour, le second a vu la perte de Sète, de La Ciotat, de Dieppe ou de Tarbes. Comble de l'ironie : l'une des rares bonnes nouvelles est venue d'Arles. Mais cette victoire-là était celle d'un dissident. Que reste-t-il aujourd'hui du communisme municipal ? Pas grand-chose. L'ancienne ceinture rouge de Paris n'est plus qu'un réseau mité. Pour le PC, ces municipales sont une catastrophe. Robert Hue, l'ancien patron des élus, avait été placé à la tête du parti en 1994, pour sauver ce dernier trésor d'une vieille histoire. Il pensait pouvoir sauver la mise grâce à des listes d'union dans la plupart des grandes villes.

Cette ultime habileté n'aura rien empêché. Le PC est nu. Il avait perdu son aura intellectuelle, ses militants et son relais syndical. Il a perdu ses maires.

Les Verts sont en passe de lui ravir son statut d'allié de référence d'un PS qui n'a plus les moyens de faire des cadeaux inutiles. A la prochaine présidentielle, Arlette Laguiller a désormais les moyens de devancer Robert Hue. Celui-ci voulait offrir un nouveau PC, cet automne, à sa dauphine Marie-George Buffet. La ministre de la Jeunesse et des Sports se passerait désormais volontiers d'un pareil cadeau. L'enjeu de ces prochains mois n'est plus la rénovation du PC mais la sauvegarde de son unité, tant sont fortes les tensions internes qui le traversent. C'est une échéance douloureuse que Jospin jugeait inéluctable mais qu'il aurait aimé repousser à après 2002. Privée d'un de ses piliers, la gauche plurielle est bancale. Peut-elle encore avancer sans verser dans le fossé ? ■

F. B